

## **Note d'Introduction**

### **L'entrepreneuriat des femmes et le développement des MPMEs dans la région sud de la Méditerranée**

#### **1. Introduction**

Le projet « Amélioration de l'environnement des affaires dans la région sud de la Méditerranée » (appelé projet EBESM) vise à contribuer à l'amélioration du climat des affaires en faveur du développement des micros, petites et moyennes entreprises (MPME) dans la région sud de la Méditerranée (MED), en ligne avec les meilleures pratiques internationales et européennes.

Au cours de sa troisième année de fonctionnement (2016), EBESM lance son activité sur l'entrepreneuriat des femmes, dans un contexte de développement des micros, petites et moyennes entreprises (MPME). Cette activité vise à contribuer à renforcer le cadre politique pour le développement de l'entrepreneuriat des femmes et à donner un rôle plus important aux femmes dans le développement économique et social de la région. Cela devrait permettre d'augmenter le nombre de femmes créant leur entreprise et par-delà, contribuer à réduire le chômage et la pauvreté.

Les MPME forment l'épine dorsale de l'économie des pays MED, et sont les employeurs les plus importants dans la région. Cette situation est similaire au sein de l'Union Européenne. Par conséquent, aider les MPME à se développer devrait contribuer à plus d'emplois et à une croissance économique plus soutenue dans la région.

Le chômage, en particulier parmi les jeunes et les femmes, est un des problèmes les plus pressants dans cette région. Il s'agit ainsi, en se basant sur des données solides, de mieux comprendre le potentiel que représenterait l'intégration des femmes dans la vie économique.

Selon une étude réalisée par McKinsey Global Institute en septembre 2015<sup>1</sup>, la participation à parité égale des femmes et hommes dans l'économie aurait le potentiel d'accroître le PIB de la région Moyen Orient et Afrique du Nord (MENA) d'environ 2,700 milliards USD (environ 47%) dans 10 ans. En tenant compte du fait que le taux actuel de participation des femmes à la population active dans la région MENA est, avec un taux de 24 %, le plus bas du monde, différentes approches pourraient être nécessaires pour combler le fossé et réaliser le potentiel de croissance espéré.

Au cours des dix dernières années, les bailleurs de fonds ont développé des programmes contribuant à développer l'entrepreneuriat féminin (seules 12% des femmes dans la région MENA gèrent leur propre entreprise, comparé à 31% d'hommes, OCDE 2014<sup>2</sup>). Plusieurs programmes et études effectués par l'Union Européenne (UE), l'Organisation de Développement et de Coopération Economiques (OCDE), l'Organisation Internationale du Travail (OIT), les Nations Unies (NU), la Banque Mondiale (BM) et autres donateurs bilatéraux, ont formulé des recommandations pour le développement de l'entrepreneuriat féminin, axés principalement sur le développement des capacités et la fourniture de services spécifiques pour les femmes entrepreneures.

<sup>1</sup> Voir: <http://www.mckinsey.com/global-themes/employment-and-growth/how-advancing-womens-equality-can-add-12-trillion-to-global-growth>

<sup>2</sup> See: <http://www.oecd.org/publications/women-in-business-2014-9789264213944-en.htm>

Alors que les initiatives visant à soutenir les femmes entrepreneures sont nombreuses, les mesures politiques dans la plupart des pays MED demeurent faibles et les obstacles culturels que rencontrent les femmes pour développer leur entreprise représentent un défi majeur. Par conséquent, plus d'efforts sont nécessaires pour améliorer les politiques en faveur du développement de l'entrepreneuriat féminin, en s'appuyant sur les travaux récents effectués par les bailleurs de fonds ou les organisations internationales, en particulier l'UE, l'OCDE, la Banque Mondiale, les Nations Unies, etc., ainsi que sur les exemples de bonnes pratiques européennes et internationales.

## **2. Objectifs et approche**

Les objectifs globaux de cette activité sont de contribuer à réduire le chômage et la pauvreté dans la région MED par le renforcement des politiques de soutien au développement de l'entrepreneuriat féminin. Cela devrait significativement augmenter le nombre de femmes créant leur entreprise dans cette région.

En particulier, cette activité vise à identifier les principaux obstacles et défis que rencontrent les femmes entrepreneures pour initier ou développer leur entreprise ainsi que les « success stories » qui pourraient être utilisées comme bonnes pratiques (best practices). Elle permettra de recueillir, au moyen d'enquêtes dans chaque pays, des données empiriques sur l'impact des politiques existantes afin d'aider les femmes à développer leur entreprise, ce qui permettrait de renforcer les politiques existantes.

Cela, à son tour, aidera les autorités locales, représentées par les coordonnateurs du SBA et les membres du groupe de travail sur l' « Entrepreneuriat des femmes » d'améliorer le cadre politique en faveur du développement de l'entrepreneuriat féminin. De même, cela permettra aux associations de femmes et/ou de chefs d'entreprise de faire entendre leur voix et de recommander des politiques publiques spécifiques pour soutenir le développement de l'entrepreneuriat féminin dans la région MED.

## **3. Mise-en-œuvre**

Afin d'atteindre ses objectifs, cette activité sera déployée comme suit :

### **3.1 Etude et Enquête Régionale**

Une étude régionale sera effectuée dans les huit pays MED à savoir, l'Algérie, l'Egypte, Israël, la Jordanie, le Liban, le Maroc, la Palestine et la Tunisie et se déroulera en plusieurs phases comme suit :

#### **A- Enquêtes nationales**

Une enquête sera menée dans chaque pays MED pour recueillir des données empiriques sur l'impact des politiques existantes en faveur du développement de l'entrepreneuriat des femmes. L'enquête (entretiens en face-à-face) identifiera des femmes chefs d'entreprise de différentes catégories socio-économiques et examinera en détail les facteurs qui contribuent à leur succès, développement ou échec. Plus précisément, elle identifiera les femmes appartenant à des catégories à revenu faible, moyen et élevé, de divers secteurs. Étant donné que des études récentes ont ciblé en particulier des femmes appartenant à une catégorie socio-économique élevée, en terme de revenu et d'éducation, il serait approprié

de constituer un échantillonnage dans chaque pays ciblant une catégorie à revenu faible et intermédiaire, ou bien des personnes n'ayant pas un bagage académique suffisant. Nous devons apprendre davantage sur ce groupe potentiellement important de femmes entrepreneures de la région

Les femmes de la région MED peuvent décider de créer leur entreprise par nécessité ou par choix. La première situation, qui pourrait être la plus répandue, est lorsqu'un travail d'entrepreneuriat est la seule option possible pour faire face au chômage ou bien même à la misère. La seconde situation est différente ; lorsque les femmes décident de prendre des risques pour développer leur entreprise alors que d'autres options peuvent leur être offertes. L'enquête se concentrera en particulier sur le premier groupe, et ciblera des femmes susceptibles d'appartenir aux catégories à revenu faible et intermédiaire, et/ou n'ayant pas un diplôme universitaires ou spécialisé.

La taille finale de l'échantillon sera déterminée lors d'une étape ultérieure, en se basant sur des investigations préliminaires dans chaque pays. Des focus-groups/workshops pourraient être aussi organisés à un niveau sous régional, pour compléter les données « terrain », partager les expériences respectives et les bonnes pratiques identifiées afin de contribuer à renforcer le cadre politique à un niveau national.

En se basant sur ces discussions et sur les résultats de l'enquête, des recommandations spécifiques seront élaborées pour la région MED sur les moyens d'améliorer la situation en ce qui concerne la promotion de l'entrepreneuriat féminin

Cette enquête va s'appuyer sur les études récentes et disponibles, en particulier le rapport « Les femmes et l'entreprise 2014 » de l'OCDE et le rapport préliminaire « Promotion du renforcement du rôle des femmes pour une croissance inclusive et durable dans la région du Moyen-Orient et Afrique du Nord » réalisé par l'ONUDI en 2016 dans le cadre de l'initiative du « Renforcement du rôle de la femme dans la société » lancée par l'Union pour la Méditerranée (UpM) et sera réalisée par le projet EBESM avec le soutien de deux experts centralisés et 8 huit experts juniors (un dans chaque pays MED).

Les experts seniors : un expert en genre et un économiste. Leur rôle principal serait de conceptualiser et d'élaborer le questionnaire, d'analyser les résultats « terrain », de formuler des recommandations et un plan d'action pour leur mise en œuvre ainsi que de rédiger le rapport final.

Les experts juniors : leur rôle principal serait de (i) constituer une bibliographie de toutes les études disponibles au niveau du pays, d'identifier les initiatives et projets relatifs à cette activité ; (ii) d'identifier les principales parties prenantes ainsi que les associations de femmes ou entrepreneurs actives dans chaque pays ; (iii) de compiler, avec l'aide des coordonnateurs du SBA, des associations et des principales parties identifiées, une liste de femmes entrepreneurs à interviewer ; (iv) d'administrer en face-à-face le questionnaire élaboré par le Projet ; (v) de préparer un projet de rapport pays sur les principaux constats et recommandations politiques selon un modèle qui sera fourni par le Projet et avec son appui. Il est prévu de lancer l'enquête fin août 2016 et de la finaliser courant octobre 2016.

## **B- Identification des bonnes pratiques européennes dans le domaine de de l'entrepreneuriat de femmes**

Les bonnes pratiques ayant soutenu l'entrepreneuriat féminin dans certains pays de l'UE seront identifiées à des fins de référence et pourraient servir comme bons exemples pour promouvoir des politiques de développement dans la région MED. Au moment de rédiger

cette note, il est prévu de sélectionner l'Allemagne, la Belgique et l'Espagne à des fins de comparaison. Toutefois, d'autres pays pourraient être ajoutés à un stade ultérieur sur la base de la disponibilité des données et des informations. Ce processus d'identification sera effectué par le projet avec le soutien d'un expert senior en études « genre » et aura lieu parallèlement à l'enquête.

### **C- Le rapport final**

Un rapport final comprenant une analyse détaillée de la situation, en se basant sur les données recueillies au travers des enquêtes effectuées dans les huit pays et les exemples de bonnes pratiques sélectionnées, sera élaboré par le Projet.

L'objectif du rapport est de formuler des recommandations fondées sur des données concrètes pour les autorités locales. En outre, et comme mentionné plus haut, ce rapport sera très utile aux associations de femmes et/ou d'entrepreneurs comme instrument de négociation qui leur permettrait de mener des actions de plaidoyer afin de renforcer les politiques en faveur du développement de l'entrepreneuriat des femmes.

Il est prévu de finaliser le rapport en mai 2017.

### **D- Indicateurs pour mesurer/évaluer la mise en œuvre des recommandations.**

Enfin, en se basant sur les résultats du rapport et des principaux constats, la Fondation européenne pour la formation (ETF), développera des indicateurs dans le cadre de l'Indice des politiques publiques en faveur des PME basé sur le Small Business Act pour l'Europe (SBA) pour évaluer et mesurer la mise en œuvre des politiques en faveur de l'entrepreneuriat féminin.

## **3.2 Séminaire régional**

Un séminaire régional sera organisé afin de discuter des résultats clés du rapport et des recommandations seront formulées afin d'améliorer la situation de l'entrepreneuriat des femmes dans la région MED. Ce séminaire sera organisé début 2017, la date sera confirmée ultérieurement. Le séminaire sera conduit par le Projet et les experts seniors.

## **3.3 Séminaires sous régionaux**

Enfin, des recommandations seront discutées à un niveau sous régional au cours desquels des recommandations d'actions spécifiques au pays seront formulées. Le rapport sera distribué et discuté au niveau national.

L'organisation des séminaires nationaux se fera à partir de septembre 2017.

Une assistance technique pourrait être fournie par le projet EBESM pour mettre en place un mécanisme de dialogue public-privé afin de renforcer les politiques en faveur de l'entrepreneuriat des femmes.

Cette activité serait mise en œuvre en coordination avec les autres plateformes ou mécanismes de suivi existants tels que l'UfM, OCDE, ONU-Femmes, la Ligue Arabe, etc.